



Sans blague, nous coûtions trop cher ?

Depuis l'annonce des difficultés financières de France Télévisions par R. Pflimlin, l'information court, circule, et est relayée tous azimuts : c'est France 3 qui coûte cher avec ses ... salariés ! Pour le président du CSA, notre chaîne serait même le « *problème majeur de FTV* ».

Nous, salariés de France 3 de toutes les régions de France, nous nous sentons insultés et provoqués par cette ineptie. Depuis 10 ans nous sommes en permanence en mode « économies ». Depuis deux ans, malgré les suppressions ou les redéploiements de postes sans compensation, nous fabriquons tant bien que mal, à flux tendu, dans chacune des 24 antennes de France 3, deux JT régionaux (midi et soir), un supplément régional du Soir 3, des éditions locales ainsi qu'un site internet d'information alimenté et mis à jour quotidiennement.

Depuis deux ans, malgré les réductions d'effectifs sur des postes indispensables à la fabrication des émissions, et dans des conditions de travail toujours plus dégradées, chacun des pôles de France 3 a tenté de maintenir quelques émissions à l'antenne : magazines des sports, en langue régionale, émission politique, prises d'antenne événementielles, magazine interrégional « enquêtes de Régions » etc.

Aujourd'hui nous fabriquons les journaux et les rares émissions survivantes avec un personnel minimum en dessous duquel, nous sortirions du monde professionnel. Est-ce cela que nos dirigeants, que notre Tutelle, veulent pour le service public de l'audiovisuel ?

Quelle indécence ! Quelle vision médiocre du service public !

Peu importe la décence pour la nomenclatura parisienne et pour tous les lobbys qui oeuvrent en coulisse à savonner la planche des régions de France 3. En cette rentrée de septembre, le discours est rôdé : les régions coûtent trop chers, il faut dégraisser.

Et pour cela, la première phase d'attaque est : réduire au maximum l'activité, mettre les régions en « chômage partiel ». Ainsi, le plan social sur les CDD se fera, discrètement. Ainsi, par la suite, les chiffres parleront d'eux-mêmes : ne fabriquant rien, nous deviendrons extrêmement coûteux.

Cette diversion grossière, qui est aussi une insulte aux salariés, tente de détourner l'attention du coût astronomique de la réorganisation de l'entreprise France Télévisions entamée par De Carolis et poursuivie par Pflimlin. Car les effectifs pléthoriques et les dépenses somptuaires, ce n'est pas dans les stations régionales qu'on les dénichera, mais dans la nouvelle architecture du groupe.

On prétendait moderniser, rendre plus efficace, se projeter dans l'avenir ; on a en réalité alourdi et beaucoup dépensé pour aboutir à une organisation digne d'une bureaucratie soviétique.

Pour mémoire, rappelons que M. De Carolis a distribué près de 30 millions d'euros à des cabinets conseils dont la plupart étaient de ses amis, souvenons-nous que l'usine à gaz qui tient lieu de nouvel organigramme à France Télévisions a donné lieu à l'embauche de 800 nouveaux venus sur des titres à rallonge et à salaires confortables, ayons en tête que l'organisation en pôles de gouvernance de France 3 a rajouté des échelons hiérarchiques dont l'utilité reste à démontrer, constatons que le labyrinthe des services RH totalise désormais plus de 200 personnes, et que la liste de diffusion des Managers de FTV comprend 1366 salariés, dont 946 au siège etc.

Gabegie financière d'un côté, indigence de moyens et de vision de l'autre. Car pour les dirigeants actuels de France Télévisions, c'est quoi le service public de l'audiovisuel ?

- Des grilles de programmes régionaux sans cesse révisées à la baisse, et dont la pertinence éditoriale vole en éclat sous l'effet conjugué des impératifs budgétaires et des choix incohérents dictés aux rédactions ?

- Une vision marketing de l'information ? (« *on fait du fait-div parce que ça plait aux gens* »)

- Des émissions qu'on voudrait « tendance » achetées clés en main à des producteurs privés ?

- Une organisation du travail de plus en plus à flux tendu qui voit la montée en flèche des risques psycho-sociaux ?

- Un management issu du privé qui a introduit pour les cadres la part variable en sus du salaire, source de division, de suspicion et de malaise ?

Et nous, salariés de France 3 en région, qui faisons chaque jour notre métier en subissant à la fois le poids des contraintes financières et les effets délétères d'une nouvelle culture d'entreprise, nous serions un problème ? Nous serions responsables des difficultés financières de France Télévisions ?

Plutôt que de laisser pousser vers la sortie et vers Pôle Emploi des centaines d'entre nous, nous suggérons à la tutelle, légitimement soucieuse d'économiser l'argent public, quelques pistes de réflexion :

- Travailler sur une révision de nos ressources financières : Augmentation de la redevance télévisuelle, bien plus basse en France que chez la plupart de nos voisins européens et réflexion intelligente sur l'exposition d'écrans publicitaires respectueux du programme et de nos téléspectateurs.

- Imposer à France Télévisions de simplifier son organisation, d'alléger et de rendre plus opérationnel l'organigramme de ses dirigeants et responsables.

- Réduire l'écart des revenus au sein de l'entreprise en instaurant des plafonds sur les hauts salaires.

- Réduire le recours systématique aux prestataires privés pour toutes les émissions de flux et trancher ces liens incestueux et coûteux entre producteurs privés et dirigeants de l'audiovisuel public.

Ce faisant, le nouveau gouvernement de gauche rejoindrait notre principale revendication. Car nous tous, salariés de France 3, nous demandons avec force à France Télévisions d'en finir avec les sirènes de l'audimat et du marketing et d'associer ses salariés à un vaste chantier de redéfinition d'une télévision publique régionale.

Le 2 octobre, faisons entendre notre voix pour une télévision publique, de proximité, de qualité, respectueuse à la fois de son public et de ses salariés, et réellement digne d'un financement à la hauteur de cette ambition.